

«QUE, conformément à cet article, le ministre des Services gouvernementaux exerce les fonctions du ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration prévues au paragraphe 8° de l'article 11 de la Loi sur le ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration (L.R.Q., c. M-25.01) et qu'il assume la responsabilité des activités, programmes, effectifs et crédits afférents à l'application de cette disposition;».

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

43926

Gouvernement du Québec

Décret 181-2005, 9 mars 2005

CONCERNANT la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE le décret n° 129-2005 du 18 février 2005 soit modifié par le remplacement du troisième alinéa du dispositif par les suivants :

«QUE, conformément à l'article 9 de la Loi sur l'exécutif, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale exerce les fonctions du ministre de la Solidarité sociale prévues à la Loi sur l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris (L.R.Q., c. O-2.1);

QUE, conformément à cet article, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale exerce les fonctions du ministre de la Famille et de l'Enfance prévues à la Loi sur l'assurance parentale (2001, c. 9);».

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

43927

Gouvernement du Québec

Décret 182-2005, 9 mars 2005

CONCERNANT le Comité de législation

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE le décret n° 550-2003 du 29 avril 2003, modifié par les décrets n°s 574-2003 du 7 mai 2003, 878-2003 du 27 août 2003 et 113-2005 du 18 février 2005, soit de nouveau modifié par le remplacement, dans le premier et le troisième alinéas de l'article 1 du dispositif, de « ministre du Développement durable et des Parcs » par « ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs »;

QUE le présent décret prenne effet dès après la prestation de serment du titulaire ministériel au titre de ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

43928

Gouvernement du Québec

Décret 183-2005, 9 mars 2005

CONCERNANT le Comité ministériel du développement social, éducatif et culturel

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE le décret n° 900-2004 du 30 septembre 2004, modifié par les décrets n°s 991-2004 du 21 octobre 2004, 79-2005 du 9 février 2005 et 114-2005 du 18 février 2005, soit de nouveau modifié par le remplacement, dans le deuxième alinéa du dispositif, de « le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, à la Francophonie canadienne et à la Réforme des institutions démocratiques » par « le ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information »;

QUE le présent décret prenne effet dès après la prestation de serment du titulaire ministériel au titre de ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

43929

Gouvernement du Québec

Décret 184-2005, 9 mars 2005

CONCERNANT le Comité ministériel de la prospérité économique et du développement durable

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE le décret n^o 552-2003 du 29 avril 2003, modifié par les décrets n^{os} 879-2003 du 27 août 2003, 926-2003 du 10 septembre 2003, 229-2004 du 24 mars 2004, 901-2004 du 30 septembre 2004, 78-2005 du 9 février 2005 et 115-2005, du 18 février 2005, soit de nouveau modifié, par le remplacement du deuxième alinéa du dispositif par le suivant :

« QUE fassent partie de ce comité le ministre du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, le ministre des Finances, la ministre des Relations internationales et ministre responsable de la Francophonie, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, le ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, le ministre des Ressources naturelles et de la Faune, le ministre des Transports, la ministre des Affaires municipales et des Régions, le ministre des Services gouvernementaux, le ministre du Revenu, la ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, la ministre du Tourisme, la ministre déléguée aux Transports, le ministre délégué aux Affaires autochtones ainsi que le Whip en chef du gouvernement et le Président du caucus des députés ministériels ; » ;

QUE le présent décret prenne effet dès après la prestation de serment du titulaire ministériel au titre de ministre du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

43930

Gouvernement du Québec

Décret 185-2005, 9 mars 2005

CONCERNANT la nomination de madame Sylvie Barcelo comme sous-ministre du ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE madame Sylvie Barcelo, secrétaire associée du Conseil du trésor, administratrice d'État II, soit nommée sous-ministre du ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine, administratrice d'État I, au salaire annuel de 151 372 \$, à compter du 10 mars 2005 ;

QUE le décret numéro 800-91 du 12 juin 1991 concernant les Règles sur la classification, la rémunération, les avantages sociaux et les autres conditions de travail des administrateurs d'État I et des sous-ministres engagés à contrat s'applique à madame Sylvie Barcelo, compte tenu des modifications qui y ont été ou qui pourront y être apportées.

Le greffier du Conseil exécutif,
ANDRÉ DICAIRE

43931

Gouvernement du Québec

Décret 186-2005, 9 mars 2005

CONCERNANT la nomination de sous-ministres adjoints au ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation du premier ministre :

QUE madame Micheline Gamache, sous-ministre adjointe à l'ancien ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, administratrice d'État II, soit nommée sous-ministre adjointe au ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine, aux mêmes classement et salaire annuel ;

QUE monsieur Pierre Lamarche, sous-ministre adjoint engagé à contrat à l'ancien ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, soit engagé à contrat pour agir à titre de sous-ministre adjoint au ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine, pour un mandat prenant fin le 15 février 2007 ;